

LES MIGRATIONS AFRICAINES ET LES TRANSFERTS DE FONDS QUELS ENJEUX ?

Mohamed Saïb **MUSETTE***

L'étude des migrations africaines en rapport avec les transferts de fonds n'est pas aussi aisée dans l'état actuel des connaissances produites tant à l'échelle mondiale qu'au niveau continental. Il existe pourtant une vaste littérature sur les migrations africaines d'une manière générale (Zlotnic, 2005; Adepoju, 2006), avec des regroupements entre 5 sous-régions. Le plus souvent le continent est segmenté selon des constructions régionales : les pays du Maghreb Arabe sont associés avec le Moyen Orient, et le reste de l'Afrique, amputé des pays du Nord, sont regroupés sous la région subsaharienne (Banque Mondiale, 2006). Une étude sur les transferts de fonds vient d'être publiée¹ par la Banque Mondiale sur la base d'une enquête dans une dizaine de pays africains, notamment subsahariens.

Notre propos vise à donner l'Afrique son unité continentale - la catégorisation des espaces serait fonction de la manifestation des problèmes à étudier. Notre premier essai, publié dans la revue NAQD (2010) suggère que les transferts de fonds est un mirage pour le développement de l'Afrique. Avec force détail, nous avons démontré que les transferts de fonds ne peuvent être un substitut durable pour le financement du développement des économies africaines. Cette nouvelle tentative s'inscrit dans la même logique, en actualisant les données utilisées, avec un focus sur les migrants africains dans les pays de l'OCDE et leurs contributions aux transferts vers le continent.

Sur les migrations africaines, on s'interroge notamment : comment ce phénomène se manifeste sur l'espace du continent? Puis sur les transferts de fonds: comment se repartissent les transferts en Afrique? Enfin quels sont les rapports entre ces deux phénomènes au niveau du continent?

Pour mener cette étude, nous avons mobilisé les données statistiques accessibles tant au niveau des Nations Unies ainsi que des agences régionales. La publication du PNUD sur le Développement Humain et les Migrations (2009) présentent des données intéressantes car elle intègre aussi des données de l'IDH, des transferts, de l'aide au développement, de même que les

* Maître de recherche, CREAD - Alger - Algérie

¹ Etude conduite par la Banque Mondiale et la Banque Africaine, 2011.

investissements directs étrangers pour l'année 2007. Ces données sont actualisées en fonction des dernières publications du FMI (WEO, 2010) et des bases de l'UNDESA, de la Banque Mondiale et de l'OCDE, de la Banque Africaine de Développement pour les années les plus récentes.

Notre argumentaire est ainsi construit autour de trois angles d'observation : d'abord sur les migrations africaines, puis sur la provenance des transferts et enfin sur les remiseurs, ces inconnus sur lesquels des théories sont élaborées.

1- LES MIGRATIONS AFRICAINES EN AFRIQUE ET DANS LE RESTE DU MONDE

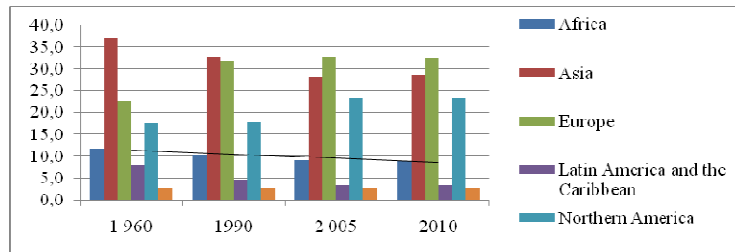
La population africaine a atteint un peu plus d'un milliard de personnes en 2010. Selon les données des Nations Unies², le volume de migrants en Afrique est estimé à 22 millions, y compris les réfugiés. La part de femmes est restée plus ou moins stable entre 1990 et 2010, avec un taux de 46% de l'ensemble des migrants. D'une manière générale, la part des migrants en rapport avec la population africaine est en baisse régulière : elle était à 3,3% en 1990, elle n'est que 2,1% en 2010.

1.1- L'Afrique dans la migration mondiale

Les tendances mondiales, selon les données onusiennes, n'offrent qu'une seule vision des stocks par région selon des données encore imparfaites. Nous ne savons que la progression des migrants sur le sol africain de manière approximative. Le volume est passé de 9 millions de migrants en 1960 à 17,6 en 2005. Il est estimé à 19 millions en 2010. La plus forte progression des mouvements migratoires est observée entre 1960 et 1990. Puis le rythme s'est ralenti entre 1990 et 2010. Cette hausse n'est pas exclusive à l'Afrique. En fait, la part relative des migrants sur le sol africain en rapport avec le stock de migrants dans le monde est en baisse : elle est passée de 11,9% en 1960 à 9% en 2010.

² Base de données de l'UNDESA – Stock de migrants – Révision 2008, accès site web janvier 2011.

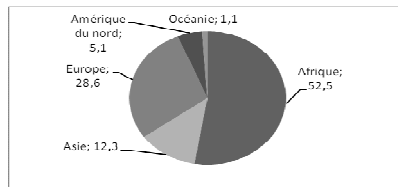
Graphique n°1 : Evolution du stock mondial selon les régions du monde de 1960 à 2010 (en millions).



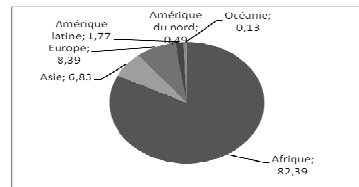
Source : données du Rapport IDH/PNUD, 2009.

Les migrations africaines peuvent être observées de deux manières : soit leurs dispersions selon les régions du monde, soit à travers la dispersion des migrants sur le sol africain. Dans la première perspective (Graphique N° 2), les migrants africains sont pour plus de la moitié (53%) en Afrique même, 29% sont en Europe et 13% en Asie. L'Amérique du Nord vient en quatrième position avec 5% et l'Océanie avec 1,1% de migrants africains.

Graphique n° 2
Dispersion des migrants africains



Graphique n° 3
Dispersion des migrants en Afrique



Sources : données du Rapport IDH, PNUD - 2009.

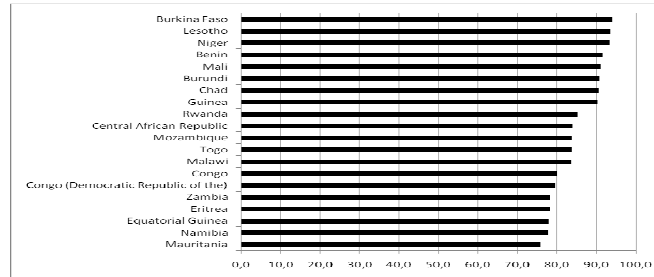
Quant à la deuxième perspective, on peut constater qu'il y a sur le sol africain, environ 19 millions de migrants. Sur cet effectif, (Graphique No. 3), 82% sont des africains, soit seulement 18% de migrants installés en Afrique viennent d'un autre continent.

1.2- La pression des migrations africaines

La ventilation des migrations africaines selon les pays d'accueil peut se faire de différentes manières. Nous proposons deux images. Les données de la Banque Mondiale (2009) nous permettent de mesurer le poids des migrations africaines parmi les migrants du pays d'origine et puis parmi ceux du pays d'accueil.

La première vision permet d'affirmer que pour 20 pays africains, plus de 50% de leurs migrants sont en Afrique même, avec Burkina Faso au sommet (plus de 90%) et au bas de l'échelle, la Mauritanie avec plus de 70%.

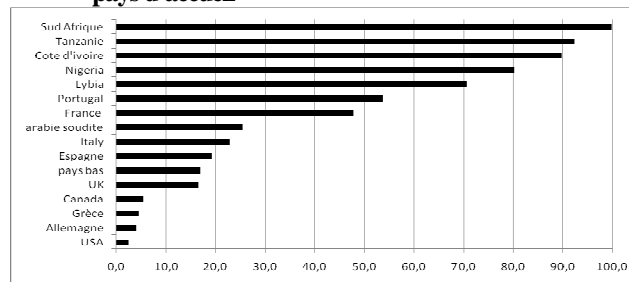
Graphique n° 4 : Hiérarchisation des migrants africains selon le pays d'origine



Source : exploitation de la base de données de la Banque Mondiale, 2009.

La deuxième observation tente de mesurer la densité des migrants africains en rapport à l'ensemble des migrants dans les pays d'accueil. La hiérarchisation suivante donne 16 pays avec des taux qui varient de 100% à moins de 3% : nous avons l'Afrique du Sud en tête de liste où la quasi-totalité des migrants sur son sol est d'origine africaine. En 6^e position, nous trouvons le Portugal dont plus de 50% de migrants dans le pays proviennent de l'Afrique, puis la France (en 7^e position). Au bas du graphique, se trouve les Etats Unis avec seulement 3% de migrants originaire de l'Afrique.

Graphique n° 5 : Hiérarchisation de migrants africains en % de migrants dans le pays d'accueil

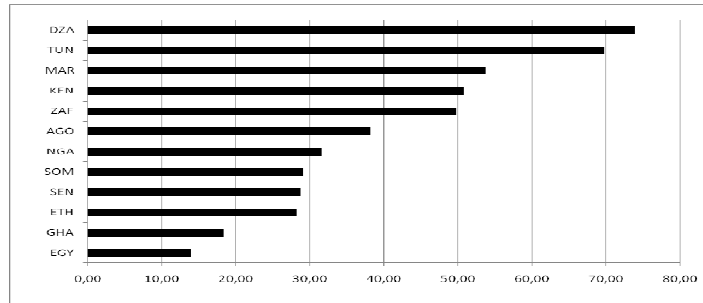


Source : exploitation de la base de données de la Banque Mondiale, 2009.

Cette présentation est intéressante pour signifier que les pays qui supportent le poids le plus important de migrants africains sont encore des pays africains. Les pays européens subissent moins la densité de migrants venant de l'Afrique. Par ailleurs, la pression de migrants africains sur l'Europe ne provient pas de

l'ensemble des pays africains. Une autre observation sur la base des données de l'OCDE (2009) nous permet de situer 12 pays qui ont le plus de migrants en Europe.

Graphique n° 6 : Hiérarchisation de la densité de migrants africains dans les pays de l'OCDE

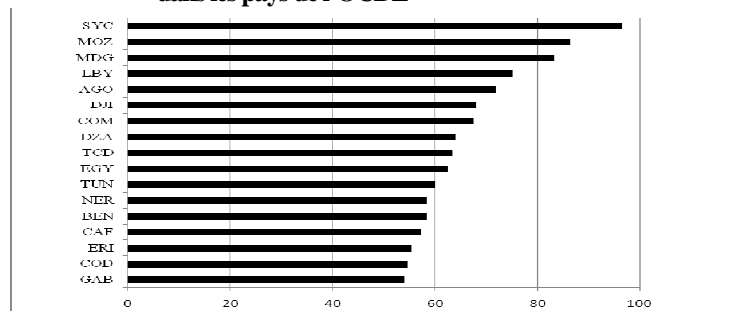


Source : exploitation de la base de données de l'OCDE, 2009.

En tête de peloton, on trouve les pays du Maghreb central (Algérie, Tunisie et Maroc) avec plus de 50% de migrants et au bas de l'échelle, avec moins de 20% se positionnent le Ghana et l'Égypte.

Cette pression est encore plus faible quant on observe les profils des migrants dans les pays de l'OCDE, notamment selon la naturalisation.

Graphique n° 7 : Taux de naturalisation de migrants africains (15 ans et plus) dans les pays de l'OCDE



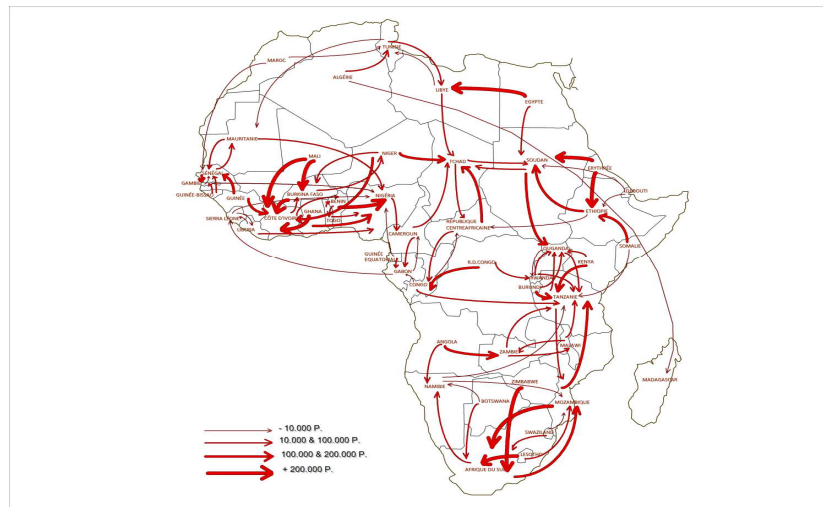
Source : exploitation de la base de données de l'OCDE, 2009.

En effet, on peut observer 18 pays africains accusent plus de 50% de leurs ressortissants ayant pris la nationalité du pays d'accueil. Au sommet de la

pyramide c'est les Seychelles, une petite île de l'Océan Indien, avec plus de 90% de migrants naturalisés. Au milieu de l'échelle, l'Algérie avec plus de 60% de ses ressortissants ayant pris «aussi» la nationalité du pays d'accueil. Au bas, nous retrouvons le Gabon, avec 52% de migrants naturalisés dans les pays de l'OCDE.

Ces données nous permettent de relativiser ainsi les discours portant sur la pression de la migration africaine sur les pays de l'OCDE, notamment l'Europe. Par contre, il est présentement assez évident que la pression la plus forte se trouve sur le continent ou la migration intra-africaine est assez dense. La carte suivante, établie sur la base des données de la Banque Mondiale est une illustration de cette évidence.

Graphique n° 8 : Carte des migrations intra-africaines



Source : exploitation de la base de données de la Banque Mondiale, 2008.

Sur cette carte, on a une vue globale de la migration intra-africaine, avec quatre pôles qui subissent des pressions le plus denses (i) en Afrique australe, avec pôle d'attraction l'Afrique du Sud (ii) l'Afrique de l'Ouest, avec la Côte d'Ivoire comme pays le plus attractif de migrants de la région (iii) en Afrique du Nord, avec la Libye comme unique pays réceptacle de migrants et (iv) avec moins de densité mais venant de plusieurs pays les migrants se dirigent, en Afrique de l'Est, vers la Tanzanie.

Cette présentation des migrations africaines indique une forte migration

intra-africaine avec des pressions sur des pays qui gèrent une part important de la mobilité humaine sur le continent. Le phénomène des transferts de fonds, du moins dans sa partie visible, est-il influencé par cette densification ?

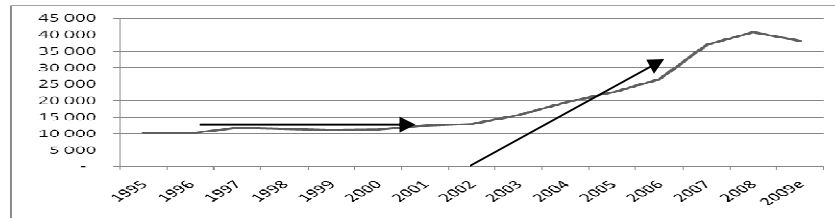
2- LES TRANSFERTS DES FONDS VERS LES PAYS AFRICAINS.

Les transferts, vus de l'Afrique de manière globale, permettent de comprendre le faible volume que partagent les pays du continent. Les données ne sont pas exhaustives. La part de transferts par voie informelle reste, en plus, inconnue. Elles sont nombreuses les économies qui ne diffusent pas les données sur les transferts de fonds. Cependant, les données collectées par la Banque Mondiale sont assez éloquentes. Nous utiliserons les hypothèses établies par les experts de la Banque Mondiale pour la provenance des transferts. Comme pour les migrations, les données sur les transferts sont imparfaites.

Il faut signaler toutefois, que sur les 54 pays africains, il n'existe pas de données officielles pour 9 pays dans la base de la Banque Mondiale de 2008 : à savoir le Tchad, le RDC, la Guinée Equatoriale, Erythrée, Libéria, Somalie, Zimbabwe et Burundi. Puis, sur les 44 pays restants, dix pays captent 90% de l'ensemble des transferts, soit 24,3 milliards de dollars US sur une totalité de 27 milliards. Les 34 pays restant se partagent les 10%, l'équivalent de 3 milliards de dollars.

Contrairement à une idée assez répandue, les transferts ne proviennent pas exclusivement des migrants, mais ils sont effectués aussi par des non-migrants. Toute corrélation entre volume de migrants et montant des transferts reste approximative.

Graphique n° 9 : Evolution des transferts vers l'Afrique de 1996 à 2009

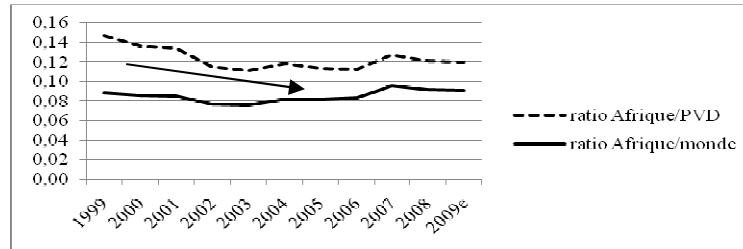


Source :. Exploitation données Banque Mondiale, 2009.

L'évolution des transferts vers l'Afrique ces dernières années indique une progression significative (graphique n° 9) notamment à partir des années 2000 où la barre de 15 milliards de dollars US est passée pour culminer à près de 30

milliards en 2007, voire 40 milliards en 2008 selon les estimations les plus récentes, puis une chute de l'ordre de 6% est estimé pour 2009 - ce qui est variable selon les pays touchés. Cette évolution en termes de volume est à relativiser, car les transferts sont en hausse partout dans le monde. Ainsi en termes relatifs, la part des transferts vers les économies africaines a connu une baisse en rapport à son niveau atteint en 1996 (graphique n° 10), il y effectivement une reprise qui n'a pas encore atteint ce niveau.

Graphique n° 10 : Evolution des ratios des transferts vers l'Afrique 1996 à 2008



Source : Exploitation données Banque Mondiale, 2009.

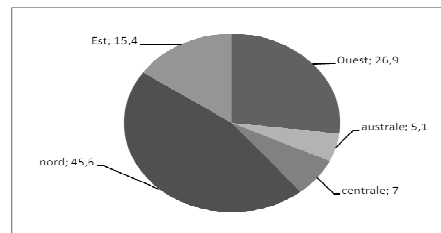
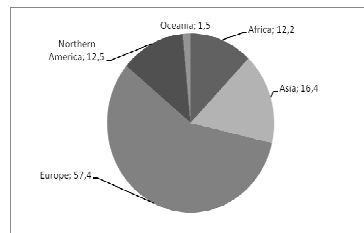
En rapport avec les PVD, l'Afrique devait dépasser en 2008, le niveau atteint il y plus de dix ans de cela. Mais la crise financière, puis la crise économique mondiale laisse déjà apparaître une chute des transferts vers les pays africains (IIES, 2010).

Graphique n° 11

Provenance des transferts vers l'Afrique

Graphique n° 12

Répartition interne des transferts
(% 2007)



Sources : exploitation des données de la Banque Mondiale, 2009.

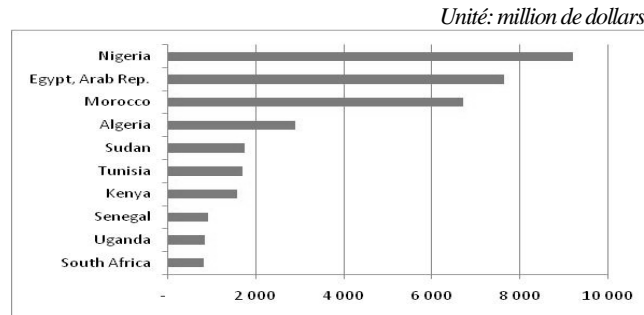
La provenance des transferts, contrairement à la densification des migrations, est à plus de 50% de l'Europe (Graphique N° 11), du moins dans sa partie visible à travers les canaux officiels. La part des transferts venant à l'Afrique est assez faible, avec 12,2% du volume global.

A la lumière du graphique N° 12, il est aisé de constater que les pays de

l'Afrique du Nord, captent 46% de l'ensemble des transferts vers le continent. Avec les économies de l'Afrique de l'Ouest, ils atteignent 82% des transferts. Le reste est effectué vers les autres régions

Le graphique N° 13 illustre parfaitement la suprématie des économies de la l'Afrique du Nord, avec inclusion du Nigéria en 1ere position. Ces dix pays captent 90% des transferts vers le continent. Le reste 10% est ventilé entre les pays restant de l'Afrique.

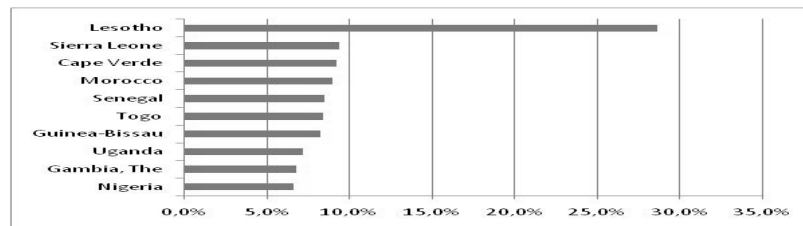
Graphique n° 13. Les dix premiers pays bénéficiaires des transferts en 2007



Source : Exploitation données Banque Mondiale, 2008.

Le volume des transferts peut devenir vital dans sa contribution au PIB d'un pays. En effet, le classement des économies africaines selon le poids des transferts dans la formation du PIB, est plus éloquent.

Graphique n° 14 : Part des transferts dans le PIB (%) des dix premières économies en 2007



Source : Exploitation données Banque Mondiale, 2008.

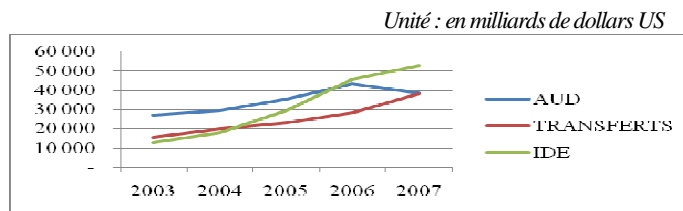
Selon les données du graphique n° 10, on peut constater l'importance des transferts pour Lesotho (28%), qui dépasse de loin l'ensemble des économies africaines, qui enregistrent un taux inférieur à 10%. Ce survol des tendances passées de la migration africaine et des transferts est intéressant mais nécessite une mise en corrélation avec le niveau des IDE et de l'AUD pour situer avec

rigueur les enjeux actuels autour du financement du développement économique.

Apports extérieurs au développement du continent

Les apports extérieurs au développement du continent reposaient depuis longtemps sur l'aide au développement (AUD) des pays riches, bien au dessus des Investissements Directs Etranger (IDE) et des transferts.

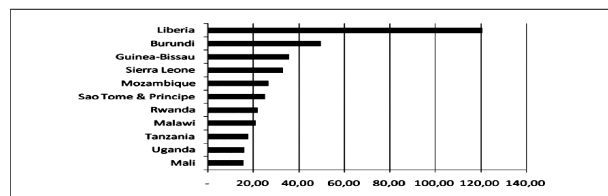
Graphique n° 15 : Evolution des transferts, de l'AUD et des IDE de 2003 à 2007



Sources: Transferts (Banque Mondiale, 2008), IDE (CNUCED, WIR 2008), et AUD (OCDE, 2008).

Comme nous l'avons déjà démontré, le niveau des transferts poursuit une croissance nette en volume, il avait atteint même le niveau de l'AUD en 2006 et ce dernier amorçait un déclin en 2007, tandis que les IDE prennent l'ascenseur. Cependant, la répartition de l'AUD, tout comme des IDE, obéissent à des facteurs qui ne sont pas toujours en rapport avec le rattrapage économique du continent. Ils sont nombreux les pays africains qui dépendent de l'AUD. Le classement des économies africaines selon l'apport de l'AUD est intéressant, à plus d'un titre.

Graphique n° 16 : Les onze économies les plus dépendantes de l'AUD en % du PIB



Sources: Statistiques de l'OCDE, 2008.

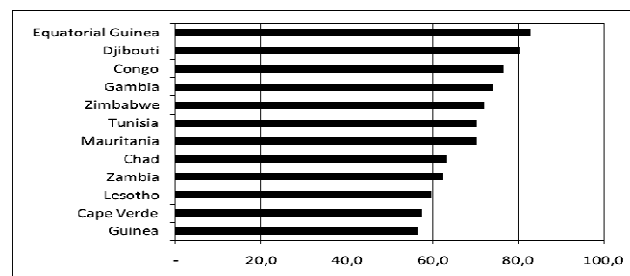
Ces économies dépendent de l'AUD à plus de 15% de leur PIB, dont le Libéria qui culmine à 120% et le Mali, au bas de l'échelle avec 15,4%. En

comparaison avec le ratio Transferts/PIB, nous pouvons aisément remarquer que seuls deux pays (Guinée Bissau et Sierra Leone) figurent dans les deux têtes de liste.

Comme l'aide au développement, les investissements directs étrangers suivent aussi d'autres directions que les transferts. Il est vrai que les IDE ont connu une croissance continue ces dernières années. La part de l'Afrique dans les IDE dans le monde était estimée à 2,5% en 2006, elle est passée à 5,2% en 2008, soit 88 milliards de dollars US. Le dernier rapport de l'UNCTAD affirme qu'un déclin est attendu en 2009, sur la base des premières estimations suite à la crise financière mondiale.

L'analyse des IDE en termes de flux est intéressante mais en termes de stocks, elle est plus significative, et gagne en pertinence, pour les économies, si elle est mise en rapport avec le PIB. En ce faisant, nous remarquons que deux économies africaines sortent du lot: notamment les Seychelles avec près de deux fois le PIB en termes de stocks, et surtout le Liberia, avec plus de cinq fois. Tandis que 12 économies africaines engrangent entre 50 et 80%, sur la base des stocks des IDE, plus de 50% du PIB.

Graphique n° 17 : Les douze économies les plus dépendantes de l'IDE en % du PIB (flux)



Source : exploitation, WIR 2009, UNCTAD

De cette présentation des rapports supposés existants entre les transferts, des IDE et de l'Aide et de la substituabilité de l'un par l'autre n'est qu'un mirage, notamment pour les économies africaines. Les deux premiers pays africains, notamment la Libye et les Seychelles, ayant les meilleurs indices en matière d'IDH, donc de développement humain, possèdent des profils distincts. Si les Seychelles, un petit pays insulaire, est en tête de liste en matière de

ratio IDE/PIB, sur le plan des transferts, cette économie accuse un net négatif, avec plus de sortie que d'entrée des transferts de fonds. Nous avons vu aussi que les ressortissants du Seychelles ont pour la plupart opté pour la nationalité du pays d'accueil dans la zone de l'OCDE.

La Libye, par contre, un pays plus d'immigration et de ce fait, son économie est plus émetteurs que récepteurs des transferts. Cet exercice peut être développé à volonté mais nous ne retiendrons que les observations suivantes pour indiquer la non-substituabilité des sources de financement des économies africaines.

- Le ratio des transferts nets/stocks des IDE pour l'Afrique est établi en 2007 à 260% en moyenne pour l'Afrique. Celui des transferts/AUD est estimé 119% en moyenne pour la même année. Ce mode de calcul indique la forte dépendance de l'Afrique de ces deux sources de financement de leurs économies, mais il cache un certain nombre de disparités entre les pays.
- On peut observer qu'en 2007, il y a 9 pays africains, sur les 43 économies dont on dispose des données, qui ont un solde négatif des transferts de fonds, ce qui veut dire qu'ils émettent plus qu'ils en reçoivent.
- Un autre regard sur les ratios entre les transferts avec les IDE permet aussi d'affirmer qu'il y a 7 économies sur les 39 identifiables, qui sont extrêmement dépendant des investissements, à savoir: Namibie, Guinée, Benin, Sao Tomé, Gambie, Libéria et Djibouti.
- En rapport avec l'aide au développement, le ratio des transferts est aussi éloquent. On peut relever 9 économies, sur les 47 pour lesquelles on dispose des données, qui sont très dépendantes de l'AUD tant les transferts sont infimes : il s'agit notamment de l'Angola, Burkina Faso, Sierra Léone, Sao Tomé, Mozambique, Cameroun, Niger, Libéria & Ghana dont le ratio est plus de 1000 fois le montant des transferts nets.

Cette analyse de l'état des transferts, mis en rapport avec l'Aide au Développement et les IDE met en évidence la déconnexion entre ces trois sources de financement, qui n'obéissent pas tous aux mêmes critères ni aux mêmes stratégies. Il ne saurait y avoir ni complémentarité ni de substitution. Un examen approfondi des comportements des transferts permet de situer une réalité souvent mystifiée.

3- MECONNAISSANCE DES COMPORTEMENTS DES REMISEURS

Les transferts de fonds vers les économies africaines sont directement liés à la migration internationale et son Histoire. Or, il est à présent admis que la migration internationale des africains se fait en majorité (52%) sur le continent même, 29% sur le continent Européen et 5% vers l'Amérique du Nord.

Les comportements de remiseurs suivent ainsi ces mouvements mais se distinguent selon les régions du continent en fonction d'une multitude de variables: à commencer par la nature de la migration (travail, réfugiés, études...), par le niveau des revenus des travailleurs, par la situation familiale des migrants économiques, par le maintien des liens familiaux avec le pays d'origine, par le niveau de bancarisation des migrants et des non-migrants dans les pays d'origine, et la naturalisation des migrants.

Plusieurs tentatives ont été faites pour cerner les comportements des transferts. La Banque Mondiale a lancé une étude approfondie sur les transferts de fonds en Afrique. Une première ébauche est publiée³ sur une dizaine de pays africains (Shaw, 2007). Les résultats globaux viennent d'être publiés (BM, 2011). Le profils des remiseurs reste à établir.

Dans une autre approche, les experts de la Banque Mondiale privilégient la saisie des corridors de transferts entre deux pays, un pays du Nord et un pays du Sud. La Banque Africaine de Développement aussi vient de réaliser une étude sur quatre pays africains (BAD, 2007). D'autres organismes, tels que l'UNECA a tenté de cerner les flux des transferts au niveau des pays de l'Afrique du Nord (Khachani, 2007).

Les études des transferts des migrants au niveau de la région du Maghreb & Moyen Orient sont intéressantes mais sont peu convaincantes tant elles sont fondées sur des données globales pour une analyse objective. L'étude de Richard H. Adams Jr⁴ (2006), économiste de la Banque Mondiale, réalisée sur la région «MENA⁵», reste assez évasive sur les transferts. Sur les 18 pays qui composent la région, l'auteur ne disposait pas encore de données sur 10 pays, y compris sur l'Algérie. Puis dans ses analyses à la migration internationale, ce sont les données de l'OCDE sur les mouvements migratoires (2005), reconnues pourtant limitées, qui constituent le socle de son analyse.

³ Shaw, William. 2007. *Migration in Africa: A Review of the Economic Literature on International Migration in 10 Countries*. Development Prospects Grp, Washington D.C

⁴ Migration, remittances & development: the critical nexus in the Middle East & North African Countries, Communication, Expert Meeting UNDESA, Beirut 2006.

⁵ MENA - Middle East & North Africa

D'autres études, telles celles de la BEI⁶ (2006), celles de la BAfD⁷ (2007) sont marquées par les termes de références et se limitent à des études des «corridors» sur quelques pays sélectionnés sans pour autant aller ni en profondeur ni entrer dans la complexité, disons simplement de l'unicité du phénomène, avec sa double dimension en entrée et en sortie des transferts. Les analyses produites par Mohamed Khachani sur les rapports entre les transferts et le développement dans la région de l'Afrique du Nord (UNECA 2007) sont axées sur la mise en rapport des remises matérielles globales avec les indicateurs macro-économiques pour signifier l'importance des transferts dans sa contribution au développement économique.

Nous nous arrêterons sur deux pistes importantes, qui nous semblent être des défis à relever, pour une compréhension complète des comportements des transferts de fonds.

- Chaque opération de transferts est effectuée par un agent social, dont l'identité est encore méconnue. On n'a longtemps observé qu'un seul type de «remiseur»: le travailleur salarié migrant qui épargne une fraction de son salaire pour transférer vers les membres de sa famille dans le pays d'origine. Cette figure existe encore mais elle n'est plus l'unique agent social. Puis il y a cet effet contraire qui a été aussi longtemps occulté: les migrants bénéficient aussi le soutien financier des non-migrants du pays d'origine, qui se traduit par des transferts dans l'autre sens. Ensuite, on peut lister toute une série d'agents sociaux qui contribuent aux transferts sans pour autant être migrants, tels les birésidents, les membres de la diaspora, les étudiants, les travailleurs frontaliers, les migrants de retour, les retraités... La connaissance des comportements des remiseurs constitue la piste principale à approfondir.
- Les transferts, tels que présentés par les économistes, possèdent déjà une zone d'ombre: celle des transferts à travers les canaux informels. En plus de cette zone, la dimension immatérielle des transferts, dite aussi les remises sociales, sont peu explorées car non encore mesurables sur le plan des statistiques. Les remises sociales obéissent aux mêmes caractéristiques que les remises matérielles: elles sont effectuées entre les migrants et les non migrants, elles empruntent aussi des canaux

⁶ Etude FEMIP de la Banque Européenne de l'Investissement, 2006.

⁷ Etude de la Banque Africaine pour le Développement (BAD) réalisée pour le compte de l'AFD (agence française pour le développement) sur 4 pays en voie de développement, donc le Maroc. Publiée sur le site de la BAD et de l'AFD, en 2008.

formels et informels. Bien qu'elles aient encore une valeur non mesurable actuellement, elles sont lisibles du point de vue sociologique.

Certes chaque auteur, chaque organisme produit un savoir, une connaissance combien bénéfique pour la science et pour la prise de décision par les acteurs. Quoique encore balbutiante, ce savoir est à capitaliser en extirpant des hypothèses tous les éléments cachés, ces non-dits qui dénaturent la réalité. C'est dans cet esprit qu'il est possible de construire un savoir et une anthologie fondée sur les apports de l'ensemble des scientifiques sans exclusive. Plusieurs pistes peuvent être ainsi empruntées par chaque discipline pour explorer les comportements des transferts. L'approche sociologique des transferts ne saurait être exclue car elle apporte quelques éclairages complémentaires sur les zones d'ombre qui masquent encore ce phénomène qui n'est pas figé et qui évolue avec les sociétés humaines.

Références bibliographiques

- Adepoju**, 2004 . Changing Configurations of Migration in Africa, article Migration Information Source at <http://www.migrationinformation.org/feature/display.cfm?ID=251>
- Bakewell O. & Hein de Haas**, 2007. *African migrations : Continuities et discontinuities, recent transformations.*
- BAfD** - Banque Africaine de Développement, 2008. *Etude sur les transferts.*
- Banque Mondiale**, 2010. *Base de données sur les migrations et les transferts*
- Barajas A., Chami R. Connel Fulle kamp & Anjali Carg.** 2010. The global financial crisis and Workers' remittances to Africa: What's the damage? *IMF working paper.* WP/10/24.
- BEI**, 2006. *Etude FEMIP de la Banque Européenne de l'Investissement.*
- IIES**, 2009. *Migration, Labour Market & Development – North and West Africa*, Geneva.
- Khachani M.**, 2007. *Transferts des migrants vers l'Afrique du Nord*, UNECA, 2007
- Musette M.S.**, 2010. *Etude sociologique des transferts entre migrants et non-migrants : Analyse des comportements des remiseurs algériens (1962-2008)* - thèse de Doctorat - Université d'Alger.
- Musette M.S.**, 2009. *Les transferts de fonds, mirage pour l'Afrique.*
- Shaw W.**, 2007. *Migration in Africa: A Review of the Economic Literature on International Migration in 10 Countries.* Development Prospects Group, Washington D.C

OCDE, 2008. Base de données sur l'Aide au développement

PNUD, 2009. Rapport Mondial sur le Développement Humain et les Migrations Internationales.

Richard H. & Adams Jr., 2006. Migration, remittances & development: the critical nexus in the Middle East & North African Countries, Communication, Expert Meeting UNDESA, Beirut.

WEO, 2010. World Economic Outlook, IMF at <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/index.htm>

WIR, 2009. World Investment Report - web site.

Zlotnic H., 2003. International Migration in Africa: An Analysis Based on Estimates of the Migrant Stock, UNDESA, article Migration Information Source at <http://www.migrationinformation.org/USFocus/display.cfm?ID=252>